



Tous avec les socialistes pour un 1^{er} mai historique

FRANCE | Sécurité : l'échec de l'UMP | **LA FRANCE EN CRISE** | Les salariés de Faurecia

ELECTIONS EUROPÉENNES | Focus sur le Grand Est | **PORTRAIT** | Émile Bregeon





Forum des territoires

• **Jean-Marc Ayrault**, président du groupe SRC •
Marylise Lebranchu, Jean-Louis Bianco, coprésidents du Forum
des territoires • **Claudy Lebreton**, **Olivier Dussopt**,
Philippe Martin, vice-présidents du Forum des territoires

vous invitent à une session du Forum des territoires consacrée à :

**« Ingénierie financière : quelles relations
entre collectivités locales et banques ? »**

Le mercredi 29 avril 2009

**de 16h30 à 18h30 à l'Assemblée nationale
salle 6217 - 126 rue de l'Université
75007 Paris**

Merci de bien vouloir retourner ce coupon à l'adresse suivante :
Marylise Lebranchu, 126 rue de l'Université 75007 Paris
Ou par courriel : forumdesterritoires@gmail.com

agenda du parti

■ **Mercredi 29 avril**

• Strasbourg, meeting
national pour les élections
européennes.

■ **Lundi 4 mai**

• Clermont-Ferrand, meeting
national pour les élections
européennes.

2

Le Groupe socialiste au Parlement européen recherche un(e)

ATTACHÉ(E) DE PRESSE DE LANGUE FRANÇAISE

Nature des fonctions : L'Administrateur/trice est au service des membres du Parlement Européen du Groupe socialiste dans l'exercice de tâches spécifiques d'un(e) attaché(e) de presse, notamment : • elle/il devra suivre les travaux du Groupe socialiste afin d'en assurer une diffusion efficace dans les médias francophones. Cette tâche implique une expérience du journalisme. Des aptitudes de flexibilité et d'improvisation sont indispensables pour cette tâche qui s'exercera au sein d'un service de presse multinational ; • la nature de ces fonctions impose de bien savoir gérer les relations avec les médias ainsi que les relations interpersonnelles ; • des connaissances préliminaires du fonctionnement des institutions européennes sont requises. Le lieu de travail principal est à Bruxelles. Toutefois, des déplacements réguliers à Strasbourg ou ailleurs pour raisons de service sont nécessaires. Occasionnellement, des missions dans d'autres pays de l'Union peuvent intervenir.

Qualifications et connaissances requises : les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire et deux ans d'expérience professionnelle postérieure ; ils devront également disposer d'une connaissance des mécanismes communautaires et des institutions européennes, de très bonnes facultés de conception et de rédaction, des aptitudes particulières au travail en équipe dans un cadre multinational et d'une bonne connaissance des systèmes politiques français et européen. En plus d'une excellente connaissance de la langue française, pour des raisons fonctionnelles, la connaissance approfondie d'une des autres langues de travail du Groupe (anglais, allemand ou espagnol) est exigée.

La procédure de sélection est organisée sur titres et épreuves. Le/la lauréat(e) sera nommé(e) agent temporaire dans la carrière AD5. Une liste de réserve sera établie. Les autres lauréat(e)s figurant sur cette liste de réserve pourraient avoir la possibilité d'être recruté(e)s ultérieurement en cas de nouvelle vacance de poste similaire.

Les personnes intéressées trouveront toute l'information nécessaire dans l'avis de recrutement sur le site web du Groupe socialiste au PE (www.socialistgroup.eu), ainsi que l'acte de candidature. Ces documents pourront également être obtenus sur simple demande au Groupe socialiste au Parlement Européen, Unité des Ressources Humaines, rue Wierckx 60, 1047 Bruxelles - Fax n° +32 2 284 69 71, en indiquant la référence AD 4/2009.

Les instructions contenues dans l'avis de recrutement doivent être strictement observées. L'acte de candidature accompagné des copies des pièces justificatives doit être envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard le 8 mai 2009 (le cachet de la poste faisant foi).



L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braid

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)

• ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

Le 1^{er} mai : résistance, espoir et changement



Martine Aubry,
Première secrétaire
du Parti socialiste

Partout dans le monde, le 1^{er} mai est le moment du rassemblement de toutes les forces de gauche, syndicales, associatives, politiques. Partout, les femmes et les hommes de gauche prolongent le combat collectif de leurs aînés en faveur de meilleures conditions de travail et de vie.

Du combat pour la journée des trois-huit (huit heures de travail, huit de loisirs et huit de sommeil) à la revendication des congés payés, les 1^{er} mai ont été marqués par des revendications qui ont changé la vie des salariés et des travailleurs.

Le 1^{er} mai 2009, fidèles à notre identité, nous porterons un message de résistance, d'espoir et surtout de changement.

Résistance face à la politique du président de la République qui construit une société de plus en plus injuste et violente. Résistance aussi à l'occasion des élections européennes du 7 juin prochain contre une Europe libérale et antisociale.

Dans le même élan, il faut dire Stop à Nicolas Sarkozy. Stop à la politique libérale qu'il mène en Europe avec le PPE et la Commission Barroso. Stop à la privatisation des services publics. Stop au dumping social et fiscal. Stop à une Europe égoïste qui refuse d'avoir une vraie politique de co-développement avec les pays du Sud.

Et surtout, pour redonner espoir aux Français et aux Européens malmenés par la crise, nous proposons le changement maintenant : changement pour jeter les bases d'un nouveau système économique qui permette une croissance durable et verte, qui inscrive l'être humain au cœur de nos politiques. Changement pour une Europe sociale.

Les élections du 7 juin prochain doivent être les élections du changement en Europe et de la sanction de la droite au pouvoir depuis 2004. L'Europe libérale a montré qu'elle était incapable de répondre aux défis de la crise. Les seuls à pouvoir construire une majorité alternative à celle de la droite sont les socialistes européens, présents dans les 27 pays de l'Union et rassemblés autour d'une orientation politique commune, le Manifesto.

Certains pensent qu'aucune manifestation n'a changé le cours de l'Histoire. Depuis les ouvriers de Chicago du siècle dernier, ceux de Solidarnosc dans les années 1980, jusqu'à la mobilisation contre le CPE, c'est au contraire lorsque la mobilisation sociale rejoint celle des urnes que les conquêtes sociales sont au rendez-vous. À nous d'écrire cette page de l'Histoire de l'Europe et de la France.

■ sommaire

France

Sécurité : le bilan calamiteux de l'UMP p.6

Une niche parlementaire pour le PS p.8

La France en crise

Faurecia sur un siège éjectable p.9

Élections européennes

Focus sur le Grand Est p.12

International

Les 100 jours d'Obama p.16

Territoires face à la crise

Les régions pour la reconversion p.18

La Bretagne sur le front de la crise p.20

Vie du PS

Interview de Laurence Rossignol p.22

Histoire

1969, naissance du PS p.24

Portrait

Émile Bregeon p.28

Le chiffre

Les dirigeants de l'équipementier automobile Trèves ont annoncé un plan de 355 départs volontaires supplémentaires par rapport aux 312 annoncés en novembre. Le groupe a pourtant bénéficié du soutien du Fonds de modernisation des équipementiers automobiles, détenu pour moitié par l'État. Cela « montre l'inefficacité des aides accordées aux entreprises en l'absence de véritables contreparties effectives dans l'immédiat et mesurables dans la durée », déplore le PS.

355

Emploi Le chômage partiel mieux indemnisé

Après un accord obtenu à l'Unedic, le 15 avril, l'indemnisation du chômage partiel passe à 90 % du salaire net pour les bas salaires dans les entreprises qui y recourent. Le PS salue « une bonne nouvelle », mais « regrette que les contreparties en termes de formation des salariés ne soient pas plus fortes, ce qui permettrait d'utiliser le chômage partiel pour préparer la mutation de notre économie vers le nouveau modèle de l'après-crise ».

tème de soins depuis longtemps. « Le Parti socialiste dénonce une évolution qui se traduit par un manque de personnel, les fermetures de services et la réduction drastique des moyens ».



Industrie Sursis pour Heuliez

« L'annonce de la mise en redressement judiciaire d'Heuliez dans les Deux-Sèvres est une bouffée d'oxygène pour les 1 000 salariés », estime le PS. La décision du tribunal de commerce de Niort sur l'avenir de l'entreprise automobile, le 15 avril, lui donne six mois pour se relever. Dans le même temps, l'État a fait la promesse de la soutenir à hauteur de 10 millions d'euros. Mais pour le PS, il faut aller plus loin : « L'enjeu est de maintenir une filière automobile

d'excellence et d'en faire l'un des principaux moteurs de la croissance verte. L'avènement de la voiture propre représentera un gisement massif d'emplois à deux conditions : que le tissu industriel ait été préservé pendant la crise, et d'abord les PME-PMI de la sous-traitance ; que la mutation technologique ait été encouragée par un effort considérable en faveur de la recherche et de l'éco-conception. »

Exclusion SDF, espérance de vie au rabais

Une équipe marseillaise de Médecins du Monde publie une enquête qui met en évidence la surmortalité des personnes sans-abri. Sur les 44 dossiers retenus, constitués de 80 % d'hommes et de 20 % de femmes, on note que leur espérance de vie est nettement inférieure à la moyenne française : 41 ans pour les femmes et 56 ans pour les hommes, contre une espérance de vie nationale autour de 80 ans. Si cette étude n'est pas exhaustive, elle souligne l'urgence à mettre en place une prise en charge adaptée, notamment un parcours de soins efficace.



Santé Un système de soins malade

« 6 000 morts liés à la vague de froid, 20 000 suppressions de postes à l'hôpital : cherchez l'erreur », dénoncent les socialistes dans un communiqué du 15 avril. Cet hiver, il y a eu 6 000 morts de plus qu'en 2007, a révélé l'Institut de veille sanitaire. La vague de froid est en cause. Mais, pour le PS, il aurait fallu adapter notre sys-

Page réalisée par
Fanny Costes



Salvatore Di Nolfi/AP SIPA

L'image de la semaine

Durban II : les droits de l'homme ne sont pas négociables

En 2001, à Durban, en Afrique du sud, la conférence contre le racisme avait été le théâtre de dérapages inadmissibles : provocations antisémites, relativisme de certains droits (celui des femmes en particulier). L'enjeu de la conférence de Genève – dite Durban II – était cette fois de ne pas laisser le terrain de la diplomatie internationale aux seules mains des avocats de l'obscurantisme. Le Parti socialiste a demandé que la France quitte la séance lors de la prise de parole du Président iranien Ahmadinejad, qui s'est une nouvelle fois illustré par des propos inadmissibles, et a appelé à une extrême vigilance quant au contenu de la déclaration finale (condamnation de l'antisémitisme et de l'holocauste, refus de toute discrimination, notamment à l'égard des femmes et des homosexuels). Désormais, la défense et le développement des droits de l'homme devra passer par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, auquel les États-Unis ont souhaité à nouveau adhérer. Un signe d'ouverture et d'espoir.

Sécurité : l'échec de l'UMP

Le 21 avril, à Nice, Nicolas Sarkozy a dévoilé ses mesures destinées à lutter contre les « bandes organisées » et la délinquance. Depuis 2002, 23 textes sont venus gonfler l'arsenal répressif contre la délinquance. Pourtant, les chiffres soulignent une progression des violences. Un bilan calamiteux que la droite tente de masquer sous des discours ultra-sécuritaires, à l'approche des élections européennes.



■
6

Se refaire une santé en misant sur l'insécurité. C'est le nouveau pari de Nicolas Sarkozy qui a renoué avec son discours sécuritaire. Ce sera aussi le thème majeur de la campagne de l'UMP pour les Européennes. En déplacement à Nice, le 21 avril, le chef de l'État a donné le ton : populiste et démagogique. Parmi les mesures annoncées, celle-ci : le simple fait d'appartenir à une bande sera passible de trois ans de prison. « Je ne laisserai pas le phénomène des bandes s'installer », a expliqué Nicolas Sarkozy. J'ai vu deux reproches, ceux qui disent c'est liberticide - je ne vois pas en quoi c'est liberticide - soit c'est inefficace, il faudrait savoir, soit c'est liberticide, soit c'est inefficace. Il avait déjà testé ces annonces le 18 mars à Gagny (93). Quelques jours plus tôt, dans cette même

ville, une vingtaine de jeunes armés et encagoulés avaient envahi un lycée de la ville et blessé douze personnes. Comme à son habitude, Nicolas Sarkozy surfe sur l'émotion pour prendre de nouvelles mesures répressives. Depuis 2002, 23 textes législatifs ont ainsi vu le jour et pourtant la délinquance n'a cessé d'augmenter. Les violences aux personnes ont progressé de 2 à 3% en 2008. Les vols à main armée de 17%. Le bilan de l'ancien premier flic de France est désastreux. « Le gouvernement a continué à réduire les

moyens et les missions des forces de l'ordre. On n'a de plus en plus de lois et des sanctions de plus en plus dures, mais elles ne sont pas appliquées. La valorisation de la répression à court terme va à l'encontre de la sécurité à moyen et à long terme, de nos concitoyens », a dénoncé Martine Aubry lors d'une conférence de presse le 14 avril.

Un fait divers, une loi

Cette politique du coup par coup – un fait divers, une loi – se révèle contre-productive.



FRED DUFOUR/AFP

Les juristes eux-mêmes estiment que l'inflation législative les pénalise. Elle peut même contribuer à affaiblir la démocratie. « Les outils pénaux existent déjà. L'inflation législative est non seulement inefficace, mais vient aussi mettre en danger les principes de l'État de droit, déplore Laurent Mucchielli, sociologue spécialiste des questions de délinquance. Car, à multiplier les sanctions à chaque fois qu'un fait de délinquance agite les médias, on risque de mettre à mal certaines libertés. Nous avons vu, par exemple, une

augmentation considérable des gardes à vue, des abus ont été constatés, sans que cela ne se justifie dans les résultats. » Pire, certains textes votés ne sont toujours pas entrés en application. C'est notamment le cas de la loi « prévention de la délinquance » de mars 2007. « Il faut absolument sortir de la rhétorique du Président qui voudrait nous faire croire que s'attarder sur les causes de la délinquance, c'est être complice des auteurs de violence, explique Laurent Mucchielli. Nous savons pourtant que l'échec scolaire est l'une des causes majeures de la délinquance. Mais entend-on le gouvernement sur ce sujet ? Le plan banlieue de Fadela Amara n'est pas à la hauteur. »

Cagoule

Inefficace, la politique sécuritaire du gouvernement est également insuffisante. « La gauche se veut plus responsable, explique Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS à la sécurité. Il faut une meilleure articulation entre les lois existantes, donner les moyens à la police judiciaire et aux magistrats de poursuivre vite et durement les auteurs de graves violences. Enfin, il faut penser ces sanctions et l'action des forces de l'ordre dans une politique globale de prévention de la délinquance. La délinquance ne naît pas de rien. Il faut être aux côtés des associations, des éducateurs, et des municipalités pour mener

une vraie politique d'accompagnement. » C'est d'ailleurs ce qu'essaient de faire les mairies socialistes. À Aulnay-sous-Bois, Gérard Ségura, a mis en place, depuis les émeutes de 2005, une cellule de veille qui regroupe le maire, des membres de la police nationale et municipale, la protection judiciaire de la jeunesse ou encore des médiateurs. « Nous essayons d'anticiper au maximum et c'est de cette façon que nous avons réussi à désamorcer les trois quarts de ce qui aurait pu tourner en confrontations », explique le maire socialiste au quotidien *Libération*, le 15 avril. Mais les villes ne peuvent ni ne doivent assurer, seules, la sécurité du territoire. Pourtant la guerre des textes, engagée par la droite depuis 2002, a coïncidé avec une baisse des moyens pour la justice, des suppressions de personnels policiers et des diminutions drastiques de subventions aux associations présentes dans les quartiers. Seul pas franchi par l'État, la création des Uteq (Unité territoriale de quartier), une police de proximité bis. Mais il ne les dote pas de moyens suffisants. Et aujourd'hui, Nicolas Sarkozy annonce une nouvelle sanction à l'encontre de tout manifestant portant une cagoule lors d'un défilé. S'il échoue radicalement à être le président du pouvoir d'achat, il est définitivement le président de la régression des libertés publiques.

Fanny Costes

Le « trois en un » des députés

Le 30 avril, à l'Assemblée, le groupe socialiste mettra à profit la « niche » parlementaire dont il dispose pour proposer trois textes de loi. Trois textes majeurs pour encadrer les hauts revenus, protéger les salariés et les chômeurs et enfin pour supprimer le « délit de solidarité ». Trois textes visant à « mettre un terme à des injustices flagrantes ».

Sous l'égide de Jean-Marc Ayrault, les députés socialistes comptent bien faire valoir leurs arguments le 30 avril prochain. La première proposition de loi vise à faire contribuer davantage à la solidarité les plus hauts revenus et à mettre un terme aux abus en matière de rémunérations de certains dirigeants d'entreprise. « Nous voulons mettre un terme aux injustices sociales créées par le bouclier fiscal et les rémunérations excessives de certains dirigeants d'entreprise qui perçoivent par ailleurs des aides publiques sous forme de recapitalisation. C'est d'ailleurs ce qu'Obama a fait aux Etats-Unis », explique le président de groupe. Ce texte n'est qu'une étape qui ouvre le débat.

Le deuxième texte présenté

par les socialistes concerne « l'augmentation des salaires et la protection des salariés et des chômeurs », et a pour objet non seulement d'apporter une réponse rapide à la baisse du pouvoir d'achat, de relancer la consommation, mais au-delà, de réorienter la distribution des richesses au sein de l'entreprise. Il propose de soumettre le maintien des allègements de cotisations fiscales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels.

Triptyque républicain

« Une mesure qui prendra toute sa valeur si elle est couplée à une augmentation du SMIC, comme le prévoit le premier article de notre texte », souligne Jean-Marc Ayrault. L'objectif est de faire valoir que l'augmentation des salaires

est la seule véritable réponse à la situation actuelle et de condamner le dispositif d'exonération des heures supplémentaires, destructeur d'emplois.

Enfin, les socialistes proposeront de mettre un terme au « délit de solidarité » qui menace les bénévoles et les travailleurs sociaux aidant les migrants à vivre ou à survivre au jour le jour. Les exemples ne manquent pas. Ainsi, le 16 février dernier, après l'arrestation d'un compagnon d'Emmaüs en situation irrégulière, le responsable de la communauté est placé en garde à vue et les locaux de l'association sont perquisitionnés par les services de police. « Ces citoyens ne font pourtant que décliner le triptyque républicain en n'oubliant pas son dernier terme, la solidarité », s'insurge le président du groupe socialiste. Les passeurs, les marchands d'hommes doivent être sanctionnés lourdement. Néanmoins, il ne faut pas placer sur le même plan, réseaux criminels et aide humanitaire. La législation française permet pourtant aujourd'hui cet amalgame. »

Le gouvernement et la majorité ont multiplié les déclarations condamnant les abus en matière de retraite chapeau, de golden parachute et de stock-option. Il ne tient qu'à eux d'être au rendez-vous le 30 avril prochain, dans l'hémicycle.

Ariane Vincent



Flop du sarkoshow sur la scène internationale

Après les révélations du quotidien *Libération* sur les propos tenus par Nicolas Sarkozy au sujet de leaders politiques internationaux, l'arrogance du Président français a été dénoncée par l'ensemble de la presse internationale. Le style bling-bling et ses dérives éclatent à la face du monde.

« **O**n le connaissait vantard, hyperactif et familier, mais cette fois, Nicolas s'est surpassé. En l'espace d'un repas, Sarko rabaisse Obama, traite Angela Merkel avec condescendance, et insulte le Premier ministre espagnol. Seul Berlusconi est épargné », écrit le quotidien anglais *The Guardian*. Une réaction cinglante, après l'information selon laquelle le chef de l'État français aurait ponctué son déjeuner de travail avec 24 parlementaires, le 15 avril, de piques sur ses homologues étrangers. Au sujet d'Obama, il aurait déclaré : « Un esprit subtil, très intelligent et très charismatique. Mais il est élu depuis deux mois et n'a jamais géré un ministère de sa vie ». Et à propos de Zapatero : « Il n'est peut-être pas très intelligent. J'en connais qui étaient très intel-



ligents et qui ne sont pas allés au second tour de l'élection présidentielle. »

Calamiteux

Une arrogance que les Français connaissent bien désormais, mais que le monde découvre aujourd'hui. Avec consternation. « Le regard de la presse internationale sur le Président français était déjà « assassin ». Les critiques vont parfois beaucoup plus loin que dans les médias français, analyse Jean-Laurent Poli, journaliste indépendant et auteur de *Sarkozy, la cassure sociale*⁽¹⁾. Paradoxalement, en termes de communication,

son image est cependant meilleure à l'international que dans son propre pays. Cependant ses récents jugements à l'emporte-pièce de personnages élus démocratiquement et appréciés dans leurs pays respectifs risquent de nourrir un mépris sinon une détestation. C'est diplomatiquement calamiteux. » Une analyse confirmée dans les colonnes des journaux du monde entier. Le 17 avril, le *New York Times* titrait : « Un repas avec Sarkozy : brochettes de dirigeants au menu. » Dans l'article, on pouvait lire ces mots : « Le président Sarkozy est connu pour son amour de l'action. Mais il aime également se vanter et se moquer de ses collègues dirigeants du monde. » Le style Sarkozy n'a plus de secrets pour personne. Ses bassesses non plus. Pour Jean-Laurent Poli, « quand on regarde avec attention les propos de Sarkozy, notamment ce qu'il déclare sur l'intelligence, il semble acté pour lui qu'un imbécile puisse arriver au pouvoir, c'est sa gloire. Ce n'est plus « la fin justifie les moyens », c'est un encouragement pour les imbéciles : oui, ils peuvent ! » Ils peuvent aussi se taire.

Fanny Costes

(1) City Éditions

Les salariés de Faurecia sur

Spécialiste du siège automobile, le site Faurecia agonise. L'usine de production a fermé l'an dernier. Aujourd'hui, ce sont les services généraux et la recherche et développement qui sont menacés. Touché par la crise, Faurecia sièges automobiles prévoit de supprimer 1 215 postes. Reportage sur le site d'Étampes.

Tensions. Filiale à 70% du groupe Peugeot, Faurecia, conçoit ses sièges automobiles à Étampes, au Sud de l'Essonne. Ce 9 avril, une foule de caméras se presse devant l'entrée. Les journalistes reprennent en chœur la même question : « Pourquoi avez-vous séquestré trois dirigeants ? » La réponse fuse, ironique : « Le Comité central d'entreprise (CCE) a été plus long que prévu. Nous sommes souvent retenus au travail, mais n'appelons pas la police pour autant ! », font mine de s'étonner Emmanuel Pioche, le secrétaire du CCE, et le délégué syndical Jean-Marc Judic, tous deux de la CFDT.

Direction et salariés s'opposent sur la suppression, annoncée fin 2008, de 1200 emplois, dont près de 400 cadres à Étampes. Huit sites sont touchés en France. « Ces pertes d'emplois auront un impact très important sur le sud de l'Essonne, qui reste en grande partie rural en raison de son



éloignement de la capitale. D'autant que les plans sociaux se succèdent de manière dramatique », dénonce Claire-Lise Champion, sénatrice socialiste de l'Essonne et vice-présidente au Conseil général. Ces emplois sont délocalisés, effilochant petit à petit tout l'équilibre économique et social d'une nation.

Délocalisation

Sur le site d'Étampes triment 500 ingénieurs et techniciens. S'y ajoutent 700 salariés administratifs. Ces dernières années, le site comprenait également une usine avec 1200 ouvriers. Celle-ci a été fermée après la suppression des 300 derniers postes, fin 2007. « La direction nous avait promis de faire d'Étampes son centre de recherche mondial. À la place, elle nous impose la perte d'un nouveau pan de notre patrimoine industriel car ces emplois très qualifiés ne

reviendront pas », lâche Jean-Marc Judic. D'abord les ouvriers, puis les ingénieurs. Il est à craindre que le personnel administratif soit, à terme, lui aussi délocalisé dans des pays européens à bas coûts.

Les syndicats et les élus socialistes de l'Essonne s'opposent au projet de Faurecia. « La recherche du groupe sera désorganisée, comme l'indique l'étude du cabinet Syndex. Cette activité sera répartie entre l'Inde, la Chine, la Pologne et l'Allemagne. Ce ne sera pas facile de collaborer entre chercheurs et techniciens », analyse Emmanuel Pioche. Et en cas d'erreur, il faudra renvoyer les sièges de site en site. Où est l'économie ?

Selon la CFDT, l'argumentation de la direction est sommaire : pour le coût d'un ingénieur français, Faurecia peut en employer trois en Pologne. « Depuis l'élargissement de 2004, la concurrence prévaut entre les pays européens alors



des sièges éjectables



Harlem Désir, venu soutenir les salariés de Faurecia.

qu'en 1986 nous avions accueilli l'Espagne, le Portugal et la Grèce avec des fonds d'aide leur permettant d'élever leur niveau de vie, rappelle Harlem Désir, tête de liste aux Européennes pour l'Île-de-France, venu soutenir les salariés. Pour mettre fin à ce dumping social, nous voulons instaurer un salaire minimum partout en Europe et travailler leur convergence. »

Réponse politique

La stratégie menée par le groupe Peugeot est en partie responsable des pertes de sa filiale. Dans les années 1990, Faurecia tenait 80% du marché français du siège automobile. Mais « Peugeot et Renault se sont tournés vers des concurrents américains alors que, parallèlement, ils nous imposaient des gains de pro-

ductivité de 3% par an, nous obligeant à délocaliser notre production », rappelle Emmanuel Pioche. « Il faut une réponse politique, car nos enfants ont besoin de cette industrie appelée à se développer avec les nouvelles contraintes écologiques », observe Jean-Marc Judic. Sinon à terme, des dizaines de milliers d'emplois seront condamnés. « Une fois la production délocalisée, les activités de recherche suivent. Il faut mettre en place une politique industrielle à l'échelle de la France et de l'Europe », relève Carlos Da Silva, premier secrétaire fédéral de l'Essonne et conseiller général en charge des relations avec les syndicats. « Le type de comportement adopté par le groupe Peugeot - recherche de profits très élevés, retour sur investissement rapide, abandon de toute politique industrielle - est à l'origine de la crise. L'État ne doit pas laisser faire », s'insurge

Michel Berson, président socialiste du conseil général de l'Essonne, qui rappelle que le département finançait un projet de recherche de Faurecia et s'apprêtait à aménager l'accès de la zone industrielle. De son côté, l'État a prêté 3,5 milliards d'euros au groupe Peugeot pour traverser la crise. Une partie de cette somme va permettre d'injecter des fonds dans Faurecia, moyennant une montée au capital du groupe à hauteur de 90%.

L'État en faute

Malgré cela et malgré le fait qu'une voiture est produite à 70% par les équipementiers, les filiales des constructeurs ne sont pas tenues de préserver les unités de production en France. « L'État n'a exigé aucune contrepartie, contrairement aux promesses télévisées de Nicolas Sarkozy de subordonner cette aide au maintien de l'activité en France », poursuit Michel Berson. Plus étonnant encore, « un fonds européen de reconversion a été mis en place et renforcé sur l'insistance des députés européens socialistes. L'État commet une faute en n'en faisant pas bénéficier les salariés de Faurecia, en matière de formation et de réinstallation », pointe Harlem Désir. Une faute de plus.

Olivier Vilain

À l'Est, un

Après avoir été frappé de plein fouet par la crise du textile, celle de la sidérurgie et de la métallurgie, la crise économique actuelle n'épargne aucun secteur de l'Est. L'annonce récente de la fermeture du site ArcelorMittal de Florange pour plusieurs mois au moins vient éroder davantage les compétences d'un territoire qui entre dans la campagne européenne pour défendre un autre modèle de développement.

• Arcelor-Mittal, Henkel... le bras de fer pour l'industrie de pointe



Symboles industriels du Grand Est, ce sont tour à tour Amora-Maille en Bourgogne, Henkel en Champagne-Ardenne, General Motors en Alsace, Peugeot en Franche-Comté ou encore ArcelorMittal en Lorraine qui font les frais de la crise. Des entreprises où les salariés ont pourtant acquis des savoir-faire incomparables et se trouvent à la pointe de la recherche-développement. « Les fermetures de l'aciérie et prochainement du laminoir sur le site de Gandrange, l'arrêt total du travail à Florange, affaiblissent considérablement le tissu sidérurgique en Lorraine, témoigne Edouard Martin, délégué CFDT d'ArcelorMittal à Gandrange. Il n'y a pas de vision d'ensemble à l'échelle européenne alors

que la sidérurgie lorraine est une force pour nos pays. Ces dernières années, nous avons été à la pointe de l'innovation technologique en créant de nouveaux aciers plus légers et beaucoup plus résistants. L'acier est un matériau recyclable à l'infini. Notre industrie est porteuse d'emplois et de prestige. » La campagne socialiste dans le Grand Est met un point d'honneur à défendre ces compétences. D'autant qu'elles participent à la structuration d'un nouvel appareil productif. Les syndicats d'ArcelorMittal ont fait de nombreuses propositions pour préserver les emplois et développer un pôle d'excellence sidérurgique en Lorraine, avec comme points forts la mise en place d'outils de formation pour les jeunes, la transmission de savoir-faire, mais aussi, par exemple, le développement du transport fluvial. À proximité du port d'Illange, le site de Gandrange est idéalement placé. À l'Est, « les réseaux fluviaux pourraient être développés à côté du fret. Meilleures pour la planète, ces solutions auraient en plus l'avantage de désengorger les routes », ajoute Édouard Martin.

• Une économie qui passe au vert

Dans leur programme de campagne, les socialistes du Grand Est en font un enjeu majeur pour leur région et l'Europe entière. « Construire un nouveau modèle passe par l'investissement massif dans l'économie verte ». Un modèle qui trouve un terrain favorable dans l'Est de la France. La surface forestière reste insuffisamment mise en valeur. « Dans les massifs montagneux, dans les Vosges par exemple, nous pouvons créer des routes forestières. D'autre part, les différentes propriétés sont aujourd'hui très morcelées. En fondant des associations de propriétaires, il sera possible d'exploiter le bois et de le vendre à une bien plus large échelle », explique Anne-Marie



renouveau

Forcinal, colistière de la liste socialiste pour les Européennes et vice-présidente du conseil général du territoire de Belfort. Pour le Grand Est, il s'agit non seulement de diversifier son activité, mais aussi d'être créateur d'emplois d'avenir. Le même effort est nécessaire dans les domaines de l'énergie solaire et photovoltaïque. Les collectivités locales socialistes ont déjà accordé les aides aux particuliers qui privilégiaient des installations vertes, mis en place des formations, mais le secteur des énergies renouvelables a du mal à décoller. « La filière bloque car les fonds accordés par l'Europe sont trop dispersés. Il faudrait uniformiser les pratiques, avoir une politique des prix incitative sur l'ensemble de l'Europe », estime encore Anne-Marie Forcinal.

• Protéger les victimes de la crise

Un pacte de progrès social devient essentiel dans une Europe fortement touchée par le chômage. Dans le Grand Est, ce sont plus de 3 000 emplois dans les grandes entreprises qui ont disparu depuis le début de l'année. Après avoir revendiqué une Europe de paix, de marché, il est temps de remettre le citoyen au cœur de l'Europe. Édouard Martin estime que la seule politique



française ne peut protéger les salariés qui connaissent des difficultés : « Comme la Sécurité sociale en France qui nous protège à égalité face aux problèmes de santé, l'Europe doit se doter d'un système de sécurisation des parcours professionnels, des garanties sociales en temps durs et des propositions de formation ». « Si l'Union Européenne n'adopte pas une politique communautaire cohérente autour d'objectifs ciblés, nous pourrions craindre le pire avec la succession en cours de mesures nationales dispersées et jouant les unes contre les autres. Il nous faut donc lutter contre le dumping fiscal et social, aider le développement des pays de l'Est

récemment entrés dans l'UE par des financements régionaux importants, comme ceux qui ont permis à l'Espagne et au Portugal de s'en sortir. En échange de garanties sur leur renoncement à l'arme fiscale, l'Union doit accroître le soutien à ces pays et les inciter à instaurer un salaire minimum (60 % du salaire médian) et parfaire leur protection sociale et leurs services publics », écrit sur son blog Aurélie Filippetti, candidate sur la liste Grand Est. Car il existe aujourd'hui une grande incohérence à construire un marché commun sans pouvoir en faire bénéficier les Européens eux-mêmes.

Fanny Costes

« Une Europe, instrument de confiance et de solidarité »



Avec 5 régions et 18 départements, l'eurorégion Est détient le triste record des licenciements ces six derniers mois. **Catherine Trautmann**, tête de liste, tient à s'emparer du volet social du Manifesto, le programme commun à l'ensemble des socialistes européens, pour engager les Français vers une autre Europe.



Comment entamez-vous cette campagne sur le terrain ?

Avec détermination ! Les Français ne sont pas encore branchés sur l'échéance, et cette élection, à un tour à la proportionnelle, n'est pas forcément évidente pour tous. La clé de la réussite est d'abord de réunir les siens. La première étape de notre campagne consiste donc à mobiliser les premiers secrétaires fédéraux ainsi que des élus pour engager le dialogue. Ensemble, nous devons transmettre l'idée d'une Europe instrument de confiance et de solidarité. C'est sur ce point que la droite a échoué. Nous devons montrer que nous sommes véritablement l'alternative.

Quels sont vos axes de campagnes ?

La présidence française de l'Union et du Conseil n'a pas répondu à la question posée au moment du référendum : un agenda social parmi les priorités des travaux de l'Union. Nous l'avions pourtant proposé, avec la délégation socialiste française. Mais l'administration Sarkozy l'a refusé, préférant avancer sur d'autres sujets comme celui de l'immigration. La France a limité la capacité d'action positive de l'Union dans les domaines sociaux, mais aussi dans ceux de la solidarité, de la santé, de l'écologie... Nous devons imposer des dispositifs qui permettent d'anticiper et d'avoir une politique

positive de progrès, celle du pacte social du Manifesto et ainsi assurer, par exemple, ce filet de sécurité qu'est la sécurité sociale professionnelle, à l'échelle de l'Union. De plus, nous devons exposer l'Europe comme un acteur global mais aussi local pour une Union concrète et utile, fondée sur le droit et la régulation. Après l'étape fondatrice de la paix des nations, nous sommes maintenant dans le temps de la justice sociale, la justice humaine, la justice civile.

Quelles vont être les prochaines étapes de votre campagne ?

Nous organisons, avec les fédérations des 18 départements de notre grande région, un rallye de proximité pour aller à la rencontre des associations et des entreprises. Le Parlement européen est aujourd'hui l'institution qui suscite le plus de confiance, et paradoxalement, on ne retrouve pas cette donnée lors de la mobilisation électorale. À nous de jouer !

**Propos recueillis par
Ariane Vincent**

Européennes 2009 : notre stratégie pour gagner

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et l'International, est le directeur de la campagne des élections européennes du 7 juin prochain. Pour l'*Hebdo*, il détaille la stratégie du Parti socialiste.



Pour nous, les élections européennes sont cruciales à plus d'un titre. D'abord parce que nous voulons que l'Europe qui passe pour la cause de tous les maux, soit la source de toutes les solutions. Mais pour y arriver, il faut commencer par la réorienter. La politique ne s'arrête pas aux portes des institutions européennes. Le Parlement européen procède du choix démocratique des peuples et les autres dirigeants des institutions européennes appartiennent tous à des partis politiques. Il y a donc des explications idéologiques aux décisions politiques, même quand elles sont européennes. Aujourd'hui, l'Europe est dirigée par une majorité libérale et conservatrice. L'élection européenne sera le moyen d'infliger une double sanction car Nicolas Sarkozy et Barroso font

la même politique et ils partagent le même bilan. Il s'agit de changer de majorité au Parlement européen pour changer de politique.

Un exemple : On ne peut imposer la clause sociale revendiquée par la Confédération européenne des syndicats avec la majorité actuelle car elle propose de garantir les droits sociaux avant le marché qui est défendu par la majorité PPE sortante.

Le choix de l'efficacité

Nous le dirons dans la rue le 1^{er} mai avec notre cortège. Nous le dirons à Toulouse le 24 avril avec l'ensemble des têtes de listes socialistes européennes. Nous le dirons sur les marchés et les campus, aux portes des usines et des entreprises, dans nos quartiers et dans nos campagnes et au cours de plus d'un millier de

réunions dans toute la France. Nous associons la campagne pour la signature de la pétition pour l'abrogation du paquet fiscal à la campagne européenne. Nous militerons pour un plan de relance économique européen, pour un contrat de justice sociale et écologiste.

Alors, nous sommes déterminés et prêts. Ce n'est pas le cas des autres. L'UMP n'a encore ni liste ni programme. Les socialistes ont leurs listes, leur programme commun européen – ils sont les seuls – et leur stratégie.

Ce ne sera pas une campagne facile car avec un scrutin à la proportionnelle, il n'y a qu'un seul tour et la dispersion sera une tentation pour les électeurs et un souci pour les partis. Mais nous disons aux électeurs qu'ils doivent faire le choix de l'efficacité. Seul le PS est en mesure de construire avec les partis du PSE une majorité au Parlement européen. C'est l'UMP qui profitera de l'abstention et de la dispersion. Il ne faut pas leur faire ce cadeau. Dans cette campagne, l'engagement total de chaque militant, chaque élu est fondamental. Nous voulons battre le libéralisme là-bas pour mieux le combattre ici.

Jean-Christophe Cambadélis

« Barack Obama d'une politique



L'élection de Barack Obama a suscité d'immenses espoirs, aux États-Unis comme dans le reste du monde. 100 jours plus tard, qu'en est-il ? Le point avec **Pierre Melandri, historien, spécialiste des États-Unis et auteur d'une *Histoire des États-Unis contemporains* (éditions André Versaille).**

L'état de grâce est-il toujours d'actualité ?

Globalement, le premier bilan de l'action de Barack Obama est très positif. Sur le plan intérieur, il a réussi à arracher dans de très brefs délais un important plan de relance. Sur le plan extérieur, il est parvenu à donner une nouvelle image de l'Amérique, celle d'une Amérique qui écoute plus qu'elle ne dicte. Cela se manifeste notamment à travers sa volonté de renouer avec le monde musulman. Du coup, l'opinion lui est toujours très favorable (à plus de 60 %) car son leadership inspire confiance.

L'heure de la désillusion n'a donc pas encore sonné ?

Non. Néanmoins, Obama doit gérer un héritage très lourd et sa tâche est extrêmement difficile. D'autant que les élus républicains qui constituent un bloc idéologiquement très homogène, sont bien décidés à ne lui apporter aucune aide. Du fait de son approche éminemment centriste, le président s'expose aux risques inhérents à toute politique du « juste milieu ».

D'un côté, il doit faire face aux critiques des Républicains qui voient en lui un gauchiste radical et de l'autre, il subit la pression des démocrates les plus « libéraux » qui le jugent trop sensible aux problèmes de Wall Street.

Des critiques se font tout de même déjà entendre. Notamment celles de Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, qui conteste le plan de relance...

Sortir le pays de la crise constitue le plus grand défi pour Barack Obama et certains se demandent si sa politique n'est pas trop timide. Paul Krugman rappelle par exemple que le plan de relance est en deçà de ce qu'il faudrait pour combler les 2 900 milliards de création de richesse que les États-Unis pourraient perdre au cours des trois prochaines années. L'autre difficulté sera de concevoir un plan de sauvetage du système financier qui ne provoque pas un réflexe de rejet d'un Congrès sensible à la colère populaire à l'encontre d'un monde de la finance perçu comme insensible et arrogant.

De la même manière, certains défenseurs des droits de l'homme manifestent une relative déception.

C'est encore une retombée d'un positionnement centriste. En rupture avec Bush, Obama a aussitôt interdit la torture, fermé les sites clandestins de détention de la CIA et annoncé la fermeture de Guantanamo. Mais il ne se montre pas pressé d'abroger la loi sur les écoutes ou le Patriot Act et, tout en laissant son département de la Justice publier des mémos accablants pour l'Administration antérieure, il s'oppose à toute poursuite contre les agents de la CIA. La sécurité des Américains est son absolue priorité. Et il ne veut pas prêter le flanc aux critiques des Républicains prompts à l'accuser de rendre le pays vulnérable. Peut-être aussi ne souhaite-t-il pas se priver d'outils qui pourraient lui être utiles. Il n'a rien d'un gauchiste angélique, et beaucoup d'un réaliste pragmatique.

Sur le plan international, sa principale promesse était de

s'expose au risque du juste milieu »

retirer les troupes d'Irak. Où en est ce processus ?

Même s'il en a un peu reculé les délais, il tient cette promesse. Il veut recentrer la guerre contre le terrorisme en Afghanistan. Sur ce terrain, on peut observer une certaine continuité avec Bush, notamment dans l'envoi de troupes supplémentaires et dans le recours aux frappes de drones sur les zones tribales. Une politique à double tranchant car si elle s'avère très efficace pour éliminer l'adversaire, elle dresse, du fait des dommages collatéraux, les populations locales contre les États-Unis. La rupture est tout aussi grande, dans la volonté de traiter la zone Afghanistan – Pakistan comme un tout (Afpak), dans celle de mettre l'accent sur l'aide économique et dans le projet « d'afghaniser » à terme la guerre.

Plus généralement, alors que la vision du monde de Bush était dominée par l'idéologie, Obama développe une vision réaliste dont le premier moyen d'action n'est pas l'outil militaire, mais la diplomatie et le dialogue.

C'est ce qui explique notamment sa volonté de dialogue avec l'Iran ?

Dans son discours vidéo pour le Nouvel an iranien adressé aux dirigeants du pays, Obama a en effet accepté la « République



Barack Obama, au milieu des troupes américaines, lors de sa visite en Irak, le 7 avril.

AFP/Mandel Ngan

islamique » et mis l'option militaire sur la touche. Mais il reste à voir si l'Iran entend réellement négocier ou seulement faire traîner les choses, tandis qu'il progresse dans son programme nucléaire.

Et que dire de sa relation avec l'Europe ?

S'il suscite une immense sympathie dans l'opinion du Vieux Continent, Obama inspire des sentiments plus mesurés à ses dirigeants. Ils savent qu'il a avant tout été élu pour défendre les intérêts américains et qu'il risque d'être soumis à de fortes pressions protectionnistes de la part du Congrès démocrate. Eux-mêmes sont par ailleurs plus que réticents à répondre à ses appels à l'aide en Afghanistan.

Quelles vont être les prochaines étapes décisives ?

En politique étrangère, il lui

faudra gérer à la fois le retrait d'Irak et la situation très alarmante au Pakistan, dont le pire peut sortir tout en s'efforçant de trouver un compromis sur le programme nucléaire iranien. Sur le plan intérieur, ses priorités seront de sauver un système bancaire déstabilisé, d'enrayer au moins partiellement la montée du chômage et surtout d'essayer de mettre à profit la crise pour promouvoir rapidement, face aux risques de grippage du processus législatif et aux pressions des lobbies, ses grands projets sur l'éducation, l'environnement et la santé.

C'est un programme ambitieux, à la hauteur du lourd héritage qu'il a endossé. Il a prouvé qu'il avait les qualités nécessaires pour espérer pouvoir le faire. Seule la suite dira si elles sont suffisantes.

**Propos recueillis par
Elisabeth Philippe**

Chacun sa version de la reconversion

Fermetures d'usines, suppressions d'emplois. Le scénario se répète chaque jour. Pour les salariés licenciés, l'heure est au reclassement ou à la reconversion. Les régions sont là pour les y aider. En Rhône-Alpes, le « Pass reconversion » s'adresse prioritairement aux licenciés à faible niveau de qualification. Dans le Nord, la solution transite par l'hébergement et l'accueil d'entreprises, créatrices d'emplois.



La droite promet en vain. La gauche agit sur le terrain. Pour soutenir l'économie locale, le pouvoir d'achat et agir vraiment contre la crise. Et, plus généralement, venir en aide aux plus démunis, durement éprouvés par la récession et l'injustice d'une politique catégorielle menée de longue date par la droite. Parmi les grands oubliés du gouvernement, les salariés victimes de licenciements économiques. C'est alors la région qui prend le relais en mettant au point un fonds d'urgence pour assurer leur reconversion.

Reclassement

En Rhône-Alpes, ce dispositif inclut un plan de formation et un volet d'aide aux instances représentatives du personnel. Doté de 500 000 euros annuel, ce « Pass reconversion » s'adresse prioritairement aux publics licenciés, à faible niveau de qualification. Manière, pour les élus, d'accélérer leur retour à l'emploi, en concertation avec les Assedic. L'exécutif socialiste propose ainsi de compléter

l'action de l'État en prolongeant de six mois, maximum, la durée des cellules de reclassement, programmées initialement sur un an.

Le volet économique destiné aux instances représentatives du personnel prévoit, pour sa part, le versement d'une enveloppe d'un montant maximum de 15 000 euros, pour soutenir les principaux intéressés dans leur démarche de soutien à l'emploi. Et leur permettre ainsi d'obtenir le renfort d'un avocat-conseil ou de se mettre en quête d'éventuels repreneurs. Enfin, une aide financière est prévue au cas où l'entreprise se

retrouverait dans l'incapacité de contester le plan de licenciement. Et prendre en charge les frais d'une expertise destinée à trouver une solution idoine.

800 postes maintenus ou créés

Cet outil s'intègre pleinement dans le cadre du budget « anti-crise » adopté par Jean-Jack Queyranne et son équipe pour accompagner le tissu économique local. À commencer par le Fonds régional pour l'emploi en Rhône-Alpes (FRERA) qui « a permis d'anticiper la crise financière et de soutenir une quarantaine d'entreprises au

À Niort, le cas Camif

La municipalité de Niort (Deux-Sèvres, 58 000 habitants) a sa propre recette pour conjuguer les effets de la crise : la participation de la ville à la constitution et à la vie de « l'Élan coopératif niortais » qui regroupe les anciens salariés de la Camif, dont le but est de favoriser l'émergence de nouveaux projets, de reprises ou de création d'activités.

Véritable catalyseur, l'exécutif piloté par Geneviève Gaillard s'efforce de mettre les acteurs en réseau, par le biais de rencontres entre élus, représentants du personnel et la chambre régionale de l'économie sociale (CRES). Il s'emploie également à développer une structure associative pouvant muter en SCIC, une Société coopérative d'intérêt collectif, pour faire émerger des projets d'entreprises créateurs d'emplois, portés par les salariés sous forme de coopératives ou de sociétés coopératives ouvrières de production.

B.T.



terme de la première année de fonctionnement, se félicite le président du Conseil régional. Ce qui représente plus de 800 postes maintenus ou créés. Les établissements locaux ont pu ainsi constituer des fonds de trésorerie et engager des dépenses d'investissement en toute sérénité ».

Touché de longue date par la crise, le conseil général du Nord multiplie lui aussi les initiatives à l'adresse des entreprises en difficulté. Le département consacre ainsi une grande partie de ses efforts à l'hébergement de PME, plus connu sous le nom de « ruches », en phase de développement. Ce, en veillant au respect des équilibres sociaux et économiques et en s'attachant à réduire les inégalités qui frappent ce territoire. Nul doute, dans ces conditions, que la réalisation ou la qualification de bâtiments destinés à accueillir de jeunes entrepreneurs contribueront tôt ou tard à maintenir ou à créer des activités et des emplois dans une région tournée résolument vers l'Europe.

Bruno Tranchant

La preuve *par l'exemple*



Anne Bonniaud,
adjointe en charge
des affaires sociales
de Chalon-sur-
Saône.

La cantine pour une bouchée de pain

Fini le tarif unique. Pour permettre à toutes les familles d'accéder à la restauration scolaire, Christophe Sirugue, maire de Chalon-sur-Saône, et son adjointe en charge des affaires scolaires, Anne Bonniaud proposent, dès l'inscription au service Éducation, des conditions dégressives tenant compte des revenus des ménages. Aussitôt élus, ils ont engagé des mesures politiques courageuses visant à lutter contre les difficultés croissantes des familles pour offrir des repas équilibrés à leurs enfants. « Nous avons constaté que seule la moitié des enfants inscrits mangeait jusqu'alors à la cantine chaque midi, précise Anne Bonniaud. Avec la baisse du pouvoir d'achat et les problèmes de santé publique liés à l'alimentation, il nous a semblé essentiel de permettre à nos enfants de bénéficier de repas équilibrés. 70 % des familles payent ainsi moins cette année. »

Jusqu'en septembre dernier, le tarif unique s'élevait à 3,58 €. Et seules les familles à (très) faibles ressources (13,5 % des inscrits) pouvaient bénéficier d'une réduction, sous réserve d'entamer une démarche auprès du Centre communal d'action sociale (CCAS) et de déposer un dossier en bonne et due forme. Depuis, un guichet unique a été mis en place auprès du service Éducation pour proposer des tarifs variant de 0,63 € à 4,50 €, au gré du quotient de chacun. « Pour la ville, à qui la Sogeres facture 9,10 € par repas,

le coût est important, mais nous assumons ce choix politique qui répond aux attentes des Chalonnais, précise l'adjointe. Notre volonté est de préserver la qualité du service public de l'école et d'offrir à tous les enfants en difficulté les mêmes chances de réussite et d'épanouissement ».

B. T.



Christophe Sirugue, maire de Chalon-sur-Saône,
en compagnie d'Anne Bonniaud.

La Bretagne bat la crise en brèche

La fin justifie les moyens. Les élus socialistes mènent la fronde pour lutter contre la récession et la baisse des dotations de l'État. En Bretagne, Jean-Yves Le Drian et ses troupes sortent l'artillerie lourde pour tirer vers le haut le tissu économique local.

Difficile, en ces temps de crise, de faire front contre l'effondrement de l'économie réelle et les effets d'une récession qui s'annonce plus dure que prévue. En Bretagne, comme partout ailleurs. « Le seuil des 100 000 demandeurs d'emploi vient d'être franchi, soit une progression de 16,6 % de fin janvier 2008 à fin janvier 2009, déplore Jean-Yves Le Drian, président du conseil régional. Si l'on projette les prévisions nationales du premier trimestre sur le périmètre de notre région, ce sont 3 000 demandeurs d'emploi supplémentaires qui vont s'ajouter tous les mois. »

Comité de crise

L'automobile est le secteur le plus touché : PSA et l'ensemble des équipementiers. Plus généralement, toute l'industrie métallurgique est en difficulté. Tout comme le bâtiment, soumis à une forte baisse d'activité, et l'agroalimentaire, lui aussi



mis à mal. Pas question, pour autant, de se résoudre à l'incantation ou à de simples mesures conjoncturelles. En décembre, Jean-Yves Le Drian et son équipe ont abondé le budget de 12 millions d'euros, « afin d'engager des financements supplémentaires et immédiatement opérationnels dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la culture, du portuaire et du logement ». L'efficacité de ce dispositif est suivie régulièrement par un comité de crise, représentant toutes les sensibilités politiques.

Anticiper

Le président du conseil régional entend, en particulier, mettre à profit le remboursement anticipé du fonds de compensation de la TVA sur les dépenses d'investissement réalisées en 2008 (18 millions

d'euros), pour renforcer trois dispositifs-clés, en direction des entreprises : le fonds de garantie Bretagne, les avances remboursables et le fonds d'intervention. Une séance extraordinaire de l'Assemblée régionale est prévue dans la deuxième quinzaine de mai pour trouver des « adaptations nécessaires » à la crise et adapter la formation aux réalités du moment. « Elle sera aussi consacrée à l'évolution des filières économiques stratégiques de notre région et permettra d'anticiper leur évolution post-crise, renchérit Jean-Yves Le Drian. L'automobile, les TIC, l'agroalimentaire, la pêche et la navale seront ainsi passés au peigne fin. « Notre responsabilité, c'est à la fois de répondre à l'urgence et de préparer l'avenir dans un contexte d'une grande gravité », conclut l'élu.

Bruno Tranchant

Plan anti-crise dans les Bouches-du-Rhône

Le département des Bouches-du-Rhône vient d'adopter un plan anti-crise pour un montant de 320 millions d'euros. Pour s'assurer d'un retour, en échange de l'effort consenti par le Conseil général en faveur des banques, un dispositif de suivi des entreprises en difficulté a été mis en œuvre. Il s'appuie sur un comité de suivi du crédit aux TPE et PME et un médiateur du crédit. Les entreprises soumises à des difficultés financières sont invitées à se faire connaître auprès du trésorier payeur général : 04 91 17 97 40.

Investir pour s'en sortir

Selon une enquête menée par le Carrefour des communes, les premières mesures anti-crise

engagées par les exécutifs locaux se concentrent sur l'investissement (85 %), le renforcement des actions sociales engagées (12,5 %), l'embauche (2,5 %) et la baisse des tarifs des services (1 %). Ce sont les communes de moins de 1 500 habitants qui mettent le plus la main à la poche. 87 % d'entre elles font en effet de l'investissement une priorité, contre 73 % pour les municipalités de 5 000 habitants et plus. Le ratio s'inverse concernant les politiques sociales (9 % contre 25 %).

Des taux qui sonnent faux

Vive réaction de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) après la publication, par le quotidien *Les Échos*, des chiffres de l'étude sur les taux de fiscalité 2009 des grandes collectivités

locales réalisée par le Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales. Ils « ne reflètent aucunement la réalité, dénonce Michel Destot, président de l'AMGVF. L'étude additionne l'ensemble des taux des communes, des départements, des régions... et de l'État. Contrairement à ce qui a été annoncé, les taux de fiscalité votés par les grandes villes sur les impôts des ménages n'augmenteraient pas de 5,1 % entre 2008 et 2009, mais de 3,8 % », poursuit le député-maire de Grenoble. Avant de préciser que « les grandes villes sont fortement sollicitées dans le cadre du plan de relance ». Et qu'« elles doivent trouver des recettes supplémentaires pour maintenir un haut niveau d'investissement », sans pour autant être en mesure de présenter un budget en déficit, contrairement à l'État.

Bruno Tranchant

21

Les mensonges d'ArcelorMittal

Les élus PS du Conseil régional de Lorraine n'ont pas manqué de pointer les « décisions contradictoires de la direction d'ArcelorMittal, dictées par le jeu de la finance mondiale et les intérêts familiaux ». « Réduire les capacités de production dans toute l'Europe, et en particulier en Lorraine, après avoir annoncé (...) un investissement de 300 millions d'euros sur le site de Florange, démontre bien la gestion à la petite semaine, suivant les cours de la bourse, de cette multinationale », déplore Jean-Pierre Liouville, président du groupe socialiste et apparentés. Avant de s'interroger sur l'avenir des salariés, « baladés de décisions en décisions ». « Que vont devenir les entreprises et les salariés de la sous-traitance ?, s'interroge-t-il. Doit-on s'attendre encore une fois à une véritable coupe claire ? »



« L'écologie interroge l'identité du PS »



L'écologie occupe désormais une fonction centrale dans notre économie. Au point de redéfinir le clivage entre riches et pauvres, dominants et dominés, exploiters et exploités. L'analyse de Laurence Rossignol, secrétaire nationale en charge de l'Environnement et du développement durable.

L'urgence écologique est entrée de plain-pied dans le champ politique. Comment le PS compte-t-il y répondre ?

D'abord, en prolongeant et en globalisant les réflexions et les initiatives prises dans les collectivités territoriales en faveur du développement durable. Nous sommes précurseurs et particulièrement actifs en la matière dans les mairies, les départements et les régions. De nombreuses collectivités socialistes ont signé ainsi un Agenda 21, éla-

boré des plans locaux d'environnement et de développement durable, orienté leurs aides économiques en soutien à la croissance verte. Les choix opérés en faveur des transports collectifs, de l'eau, du traitement des déchets ou des éco-quartiers démontrent que les élus socialistes ont pris la mesure de l'urgence écologique, là où ils ont le pouvoir de décision.

Paradoxalement, nous sommes plus timorés lorsqu'il s'agit d'assumer et de définir la

social-écologie, en tant que projet de société et d'alternative au capitalisme. Le mouvement socialiste est historiquement productiviste. Il est lié au salariat de l'industrie. Il s'est également construit dans la lutte contre l'obscurantisme et a longtemps conservé une foi inébranlable dans le progrès scientifique et technologique. L'écologie réinterroge notre identité.

Ne conviendrait-il pas, prioritairement, de renouer le lien avec le monde associatif et les ONG ?

C'est indispensable, en effet. Nous avons commencé à reconstruire à leurs côtés un cadre de dialogue et d'échanges. Nous avons besoin de leur expertise ; ils ont besoin d'une gauche forte et active.

La destruction des écosystèmes est génératrice d'inégalités sociales. Comment lutter contre cela ?

C'est tout l'enjeu pour la gauche. Dans les pays développés, ce sont les plus fragiles qui s'exposent le plus aux désastres de la crise environnementale.

Quelques pistes vertes

- Restaurer les liens avec le monde associatif et les ONG.
- Élaborer un corpus de pensée et définir le principe de « social-écologie », en liant développement durable et lutte contre les inégalités.
- Arbitrer les sujets pendants et différés : énergie et fiscalité écologique.
- Sélectionner les thématiques de croissance verte, d'environnement et de santé, d'environnement et de nouvelles technologies, de risques industriels.
- Affirmer la réflexion autour du nouveau modèle de développement économique, social et écologique.
- Mise en place d'un groupe d'experts chargé du suivi et de la préparation du sommet de Copenhague.
- Multiplier les rencontres avec les groupes parlementaires, à l'Assemblée et au Sénat.
- Diffusion, au sein du Parti, d'une newsletter mensuelle, sous la forme d'un « bulletin de liaison ».



Les liens entre santé et alimentation sont très nets et de nouvelles fractures apparaissent, par exemple, entre ceux qui ont les moyens de consommer des légumes bio et ceux qui ne fréquentent que les « hard discounts ». Dans ces conditions, le risque n'est pas mince de voir se creuser encore davantage les inégalités sanitaires. De même, il nous faut aborder la fiscalité écologique selon nos principes socialistes, sans jamais perdre de vue que la fiscalité doit toujours être juste, progressive et redistributive, ce qui n'est pas la première vertu de la fiscalité indirecte ! C'est dans cet esprit que nous avons proposé, dans notre contreplan de relance, une modulation des tarifs pour les biens essentiels – eau, gaz, électricité... – qui garantisse à chacun des prix bas pour ses besoins quotidiens et surfacture les consommations de gaspillage. Les inégalités nord/sud s'ac-

croissent avec la crise écologique : sur la planète, les victimes des dérèglements climatiques, de la rareté de l'eau ou de la crise alimentaire sont toujours les plus pauvres. Les profits réalisés dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère sont multipliés par l'absence de normes environnementales. Le juste échange, c'est de pénaliser ceux qui surexploitent les salariés comme les ressources naturelles.

Dans une note présentée au Bureau national, vous appelez très clairement à réfléchir à un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Ces trois éléments sont-ils indissociables ?

Le diagnostic est sans appel : nous consommons les ressources naturelles plus vite qu'elles ne se reproduisent et rejetons davantage de gaz à effet de serre que la nature

ne peut en absorber. À moins de choisir l'option « suicide collectif », il va bien falloir décarboniser drastiquement nos économies. La mise au régime aura lieu. Soit nous l'organisons, soit nous la subissons. Soit elle est démocratiquement décidée et équitablement organisée, soit elle s'imposera dans la violence et des formes nouvelles de confiscation de la richesse et du pouvoir. Et comme il existe une corrélation absolue entre le niveau de développement et l'accès à l'énergie, nous voilà au cœur du défi : un nouveau modèle de développement fondé sur d'autres valeurs et qui ne fasse pas de la consommation de biens matériels, d'ailleurs toujours inassouvie, l'horizon du bonheur et de l'épanouissement des individus.

***Propos recueillis par
Bruno Tranchant***

69, année historique

Le Parti socialiste existe officiellement depuis 1969. Au congrès d'Alfortville, les amis d'Alain Savary**, qui avaient fait scission en 1958, ont rejoint la SFIO, rebaptisée Nouveau Parti socialiste (NPS). Entretien avec l'historien Jean-Marcel Bichat.**

En 1969, la SFIO cède la place au « NPS ». Guy Mollet se retire. Assiste-t-on à la fin d'un cycle ?

De 1968 à mai 1969, la gauche non communiste, réunifiée depuis 1965, sous l'égide de François Mitterrand, se désagrège. Les Radicaux s'éloignent. Seules la SFIO et la Convention envisagent alors la fusion au sein d'un nouveau parti, ainsi que deux clubs affiliés à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) - Alain Savary, Robert Verdier, Pierre Bérégovoy - et l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) - Jean Poperen, Colette Audry -, regroupant d'anciens membres du PSU. Les positions divergent sur la constitution du parti, avec d'un côté la SFIO et l'UCRG ; de l'autre, la Convention des institutions républicaines (CIR) et l'UGCS. L'élection présidentielle qui suit le départ de De Gaulle, bouscule le calendrier.

Guy Mollet envisage un candidat pour la forme et le désiste, au second tour, au profit



Collection Fondation Jean-Jaurès - MPG

Vote des militants à main levée, à Alfortville, en 1969.

du centriste Alain Poher, seul capable, à ses yeux, de battre Pompidou. La CIR et l'UGCS souhaitent, pour leur part, la désignation d'un candidat unique, François Mitterrand, par l'ensemble des partis de gauche, que refuse la SFIO. Le groupe socialiste présente la candidature de son président, Gaston Defferre. L'UCRG défend celle d'Alain Savary. Le congrès constitutif a lieu à Alfortville, le 4 mai, sans la CIR ni l'UGCS, et sans que les congrès départementaux aient pu se tenir. Gaston Defferre l'emporte finalement, au terme de débats confus et houleux : un nouveau vote est organisé, certains délégués avouant n'avoir pas compris le sens du premier.

Defferre n'obtient que 5 % des voix. Les grosses fédérations et l'appareil mollétiste ont appelé à voter Poher dès le premier tour. De nombreux électeurs socialistes unitaires votent Rocard (PSU) ou Duclos (PCF, vétéran du Front Populaire).

Concrètement, quand le renouvellement du PS prend-il forme ?

La seconde session du congrès constitutif a lieu du 11 au 13 juillet, à Issy-les-Moulineaux, avec la SFIO, l'UCRG, quelques conventionnels (André Labarrière, Michel Dreyfus-Schmidt) et la majorité de l'UGCS (l'ancien député Guy Desson et l'écrivain Georges Conchon, notamment, démissionnent du Bureau national). Alain Savary est élu Premier secrétaire à une voix près, soutenu par Guy Mollet contre Pierre

Mauroy, longtemps son dauphin, avant de s'émanciper. Le parti change de nom, mais l'homme de confiance de Guy Mollet, Ernest Cazelle, garde le contrôle de l'appareil.

Jean Poperen et Pierre Guidoni racontent en détail l'histoire complexe et parfois même confuse du « NPS » qui prend fin lors du congrès d'Épinay avec la victoire de l'alliance conclue entre Mitterrand, Mauroy, Defferre et Chevènement contre la majorité sortante. Pour Pierre Guidoni, Issy a été un congrès de dupes. Savary prend en main la direction du Parti sans en avoir les moyens et « seul, grandi par sa retraite volontaire, maître du jeu par personnes interposées, inaltérable gardien de la doctrine et des principes, Guy Mollet triomphe, modestement. » Pour Poperen, « une nouvelle étape de la restructuration de la gauche socialiste s'est achevée, mais nul n'aperçoit le bout de la route (...). Le

véritable bouleversement du personnel dirigeant du Parti aura lieu à Épinay. »

Le changement est donc long à se dessiner...

Et ce, même si de nouveaux adhérents, surtout en province, sont devenus membres à part entière du Parti. Déjà en place dans les instances de la FGDS, des conventionnels entrent au « NPS » et y défendent un nouvel état d'esprit. Le CERES conquiert la fédération de Paris, invente le Poing à la Rose et défend le thème du programme commun de gouvernement, s'attirant les foudres de la direction du parti qui s'en tient à un prudent « dialogue idéologique ». Invité lors du Conseil national de juin 1970, Mitterrand est reçu par un congrès en liesse qui scande « unité » sans prévoir ce qui se passera dans moins d'un an dans cette même salle du gymnase d'Épinay...

***Propos recueillis
par Bruno Tranchant***

***Alain Savary, lors du congrès de
la SFIO, à Alfortville, en 1969.***



Chronologie

- **Février-mars 1969** : mise en place des collectifs provisoires d'organisation du NPS au niveau des sections, des départements et à l'échelle nationale.
- **27 avril** : référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. Le « non » obtient 53,18 % des voix.
- **28 avril** : De Gaulle quitte le pouvoir. Alain Poher, président du Sénat, devient président de la République par intérim. la CIR appelle les formations de gauche à se concerter pour définir une politique et désigner un candidat unique. La SFIO propose d'avancer le congrès constitutif au 4 mai pour désigner le candidat du Parti et adopter la déclaration de principes.
- **29 avril** : la SFIO rejette les propositions de la CIR, ainsi que l'idée de programme commun défendue par le PCF.
- **30 avril** : la CIR, dont les propositions ont été acceptées par le PCF, le PSU, l'UGCS et Objectif 72 (Robert Buron), refuse la procédure de la SFIO et organise, le 4 mai, une réunion à Saint-Gratien.
- **4 mai** : réunions parallèles du Congrès d'Alfortville (SFIO, UCRG) et de l'Assemblée de Saint-Gratien. Gaston Defferre désigné candidat à Alfortville.
- **1^{er} juin (1^{er} tour)** : Gaston Defferre obtient 5,01 % des voix, la gauche absente du second tour
- **11 au 13 juillet** : Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Alain Savary Premier secrétaire du NPS.

EXPO

De la bombe

De la rue au musée, le tag s'expose au Grand Palais. Dès les années 60, ce mode d'expression s'inscrit dans l'histoire de l'art. Révolte sociale, poésie urbaine, art sauvage... les graffitis sont de plus en plus travaillés et recherchés. Couleurs, graphismes, abstrait et figuratif, il y en a pour tous les goûts. Cette collection est une première mondiale. 300 toiles de



même format et sur le même thème – nom d'artiste et amour – ont été réalisées pour former le plus important témoignage de cet art éphémère sur plus de trois générations.

C.C.

T.A.G. au Grand Palais, avenue Winston-Churchill 75008 Paris, jusqu'au 26 avril 2009, 5 euros



L'ombre de la guerre froide

Deux blocs. L'un à l'Est tenu par l'Union soviétique, l'autre à l'Ouest par les États-Unis. C'était la guerre froide, dont on date la fin entre 1989 et 1991 avec l'effondrement de l'URSS. Mais les peurs et les idéologies de cette période n'ont pas disparu. Restent la course à l'arme-

FILM

Les deux soldats et l'enfant

En avril 2003, dans la zone kurde irakienne, on fête la chute de Saddam Hussein. Sans anticiper la période de chaos et de guerre civile qui a suivi l'intervention des États-Unis en Irak, deux combattants kurdes partent contents et courageux dans un camion chargé de nourriture pour ravitailler les troupes qui luttent contre les forces de l'ancien dictateur. Mais le conflit perdure. Les luttes armées ne sont jamais mises en avant tout au long du film, mais lorsque les deux protagonistes trouvent sur

leur route un jeune garçon arabe de 5 ans et tentent par philanthropie de le ramener chez lui, ils sont inéluctablement rattrapés par la guerre. Le conflit perd sa dimension historique et collective, pour être ressenti singulièrement, à l'échelle de vies et de parcours individuels.

À travers la poussière, en dépit de ses faibles moyens est un film personnel et touchant qui fait découvrir une histoire aussi réaliste qu'empreinte d'humanisme. **J.P.**

À travers la poussière, un film de Shawkat Amin Korki, France, Kurdistan 2006, 1h 16. Sortie : 15 avril



LIVRES

ment nucléaire, l'impérialisme américain, l'autoritarisme russe et le terrorisme. Un constat amer dressé par les auteurs des *Dossiers de la guerre froide*, Mathilde Aycard et Pierre Vallaud. Un ouvrage de rappel très pédagogique, nourri de documents d'époque.

F.C.

Les dossiers de la guerre froide, la chute du mur, 1969-2009, de Mathilde Aycard et Pierre Vallaud, Editions Acropole, 2009, 19,90 €.

Le trotskysme décrypté

À qui profite la crise ? Peut-être aux thèses de l'extrême gauche. Voici donc un ouvrage qui tombe à pic pour mieux comprendre la genèse du trotskysme français au travers de ses principales composantes. Fruit d'un travail collectif, il montre combien la compréhension de l'histoire doit conduire à nous interroger sur

le sens d'un mouvement complexe qui puise ses racines dans les enseignements du marxisme et du communisme. Et saisir, dans son principe, l'influence d'un discours qui dépasse la sphère de ses seuls sympathisants.

B.T.

Sous la direction de Jean-Guillaume Lanuque et Georges Ubbiali, *Trotskysmes en France*, éditions Le Bord de l'Eau, avril 2009, 223 pages, 20 €

Napoléon III, le retour

Ce livre de Victor Hugo était devenu introuvable. Deux historiens, Sylvie Aprile et Jean-Claude Caron, en ont assuré la réédition pour le compte de l'Association 1851 pour la mémoire des résistances républicaines. L'auteur des *Misérables* y relate le coup d'État du 2 décembre 1851 entrepris par « Napoléon-le-petit ». Au terme d'une semaine de résistance dans le Centre et le Midi, l'ordre impérial règne et la machine judiciaire prend le relais de l'armée. L'immense écrivain devient l'opposant le plus célèbre de l'Empire, rejetant du même coup dans l'oubli son passé royaliste sous la Restauration, orléaniste sous la monarchie de Juillet et conservateur pen-



dant la Seconde République. Paul Cresp, secrétaire de l'Association 1851, justifie cette réédition : « Ne parle-t-on pas aujourd'hui de "bonapartisme", voire de "monarchie électorale" ? » À méditer à l'ombre du grand Hugo.

O.V.

Victor Hugo, *Histoire d'un crime*, Editions Abeille & Castor, Angoulême, 2009 (1877), 506 p., 18,50 €.

DVD

L'épopée de Marco

Après un très bon accueil au cinéma, le film de Karim Dridi, *Khamsa*, sort en DVD. On retrouve donc le jeune Marco, son camp gitan et sa dérive dans la délinquance. En bonus, la classique interview du cinéaste qui raconte sa rencontre avec la communauté gitane, et plus rares, quatre ateliers menés avec les acteurs amateurs, de la lecture du scénario au résultat final en passant par les répétitions.

F.C.

Khamsa, de Karim Dridi, avec Marco Cortes, Raymond Adam, Magalie Contreras, 1h48, France Télévisions Distribution, 19,99 €.





NR/Éric Pollet

Le combat pour moteur

Depuis plus de 20 ans, Émile Bregeon se rend tous les matins au boulot. Chez Heuliez, sous-traitant automobile dans les Deux-Sèvres. Mais depuis quelques mois, la routine se grippe. « Nous sommes à la fin d'un cycle. Les constructeurs nous ont pressés comme des citrons et, maintenant, ils envoient nos productions dans d'autres pays », explique-t-il. Alors, avec ses collègues, il tente de sortir de cette crise par le haut, en réorientant la production vers la voiture électrique. L'entreprise ne serait plus sous-traitante, mais bien un constructeur indépendant, produisant de A à Z la voiture écolo.

Émile porte avec ferveur ce projet. Car il sait bien quelles seraient les difficultés de reclassement des 1000 salariés d'Heuliez. Depuis toujours, il a conscience de l'intérêt de l'action collective et revendique pleinement son appartenance à la CFDT dont il est délégué. Un syndicalisme hérité de son père, lui aussi fortement engagé à la confédération. L'homme, ouvrier, répétait à son fils : « Les choses ne tombent pas du ciel ». Pour mieux lui faire comprendre la nécessité de se rassembler et de combattre ensemble. Émile a bien intégré. Il milite aussi au PS depuis quatre ans.

« Cela fait 17 ans que je suis syndiqué. À partir



Les constructeurs nous ont pressés comme des citrons et, maintenant, ils envoient nos productions dans d'autres pays

du moment où il y a une direction, il faut des personnes en mesure de représenter les salariés, formées au dialogue social et à la négociation », estime celui qui transmet à son tour à ses enfants de 11 et 14 ans, les valeurs de la lutte collective.

Mais ce spécialiste de la tôlerie ne s'investirait peut-être pas autant dans ce combat s'il n'était pas aussi un vrai passionné d'automobile. Il concède passer le plus clair de ses loisirs à assembler des maquettes et de vieilles carrosseries. L'auto est au cœur de sa vie. Et à l'heure du Grenelle de l'environnement, du barnum gouvernemental autour de la voiture propre, il ne comprend pas l'indifférence de l'État à l'égard du projet de voiture verte d'Heuliez. « C'est un pas en avant, puis un pas en arrière, une timidité peu compréhensible quand on sait que le projet tient la route et qu'il est porteur dans un avenir proche », réagit-il avec énervement.

Pour l'heure, le tribunal de commerce de Niort a laissé six mois à l'entreprise pour trouver d'autres partenaires et les 45 millions nécessaires à son sauvetage. « Ces six mois nous donneront le temps de boucler le tour de table et de construire notre projet », commente Émile Bregeon. Aller de l'avant, toujours.

Ariane Vincent